

Arrêté n° 25-125-NB

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

**PORTANT MODIFICATION DES INSTALLATIONS ET ACTUALISANT LES PRESCRIPTIONS  
APPLICABLES AUX INSTALLATIONS EXPLOITÉES PAR LA SOCIÉTÉ AURYS INDUSTRIES  
SITUÉE SUR LA COMMUNE DE CARENTAN-LES-MARAIS**

**LE PRÉFET DE LA MANCHE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux, et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2524 : « Minéraux naturels ou artificiels tels que le granit, l'ardoise, le verre, etc (Ateliers de taillage, sciage et polissage de) » ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') » – rubriques n° 2925-1 et n° 2925-2) ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques

n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie approuvé par arrêté ministériel du 23 mars 2022 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 02-2154-IC du 25 février 2003 actualisant les conditions d'exploitation de l'usine de transformation et trempe du verre de la S.A. Verrerie Aurys à Carentan ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 11-101-IC RSDE du 25 janvier 2011 portant sur les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique pour la S.A.S. Verreries Aurys à Carentan ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 14-352-GH du 3 juillet 2014 imposant la constitution de garanties financières à la S.A.S. Aurys Glassolutions à Carentan ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 16-227-GH du 16 juin 2016 prescrivant la mise en place d'une surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique, d'un programme d'actions et d'une étude technico-économique à la société Aurys Glassolutions à Carentan-les-Marais ;
- Vu** le changement d'exploitant en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021 par déclaration du 7 septembre 2023 au bénéfice de la société Aurys Industries située sur la commune de Carentan-les-Marais ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance transmis le 31 janvier 2025 et complété les 13 et 18 juin 2025 par la société Aurys Industries relatif aux modifications apportées aux installations qu'elle exploite sur la commune de Carentan-les-Marais et à l'actualisation des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement qui lui sont applicables ;

- Vu** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Normandie et les propositions en date du 20 juin 2025 ;
- Vu** le courriel du 20 juin 2025 de transmission à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral complémentaire l'invitant à faire part de ses observations dans le cadre de la procédure contradictoire ;
- Vu** les observations formulées par l'exploitant en date du 8 juillet 2025 ;

**Considérant** ce qui suit :

- les installations exploitées par la société Aurys Industries situées sur le territoire de la commune de Carentan-les-Marais, relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2530 et 2531 de la nomenclature ICPE ;
- ces installations sont régulièrement autorisées par arrêté préfectoral n° 02-2154-IC du 25 février 2003 ;
- le dossier de porter à connaissance déposé le 31 janvier 2025 par la société Aurys Industries présente les modifications apportées aux installations depuis l'arrêté du 25 février 2003 susvisé ;
- ce dossier, dans sa version complétée du 18 juin 2025, est accompagné de tous les éléments nécessaires à l'appréciation des modifications d'exploitation, en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;
- les principales modifications de l'installation concernent essentiellement des changements de machineries, sans modifier l'emprise de l'installation, l'activité principale ou les enjeux du site ;
- les enjeux liés à la modification des prescriptions susmentionnées ne justifient pas la consultation du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques, en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;
- les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles que définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;
- le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur et ses observations ont été prises en compte ;

**Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1ER – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 1.1. Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

##### ***Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation***

La société Aurys Industries (SIRET : 506 350 107 00 021), dont le siège social est situé Zone Industrielle de Pommenauque – 50500 CARENTAN-LES-MARAIS est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter les installations situées à la même adresse et détaillées dans les articles suivants.

### **Article 1.1.2. Modification des actes antérieurs**

À l'exception de son article 1, les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 02-2154-IC du 25 février 2003 susvisé sont remplacées par celles du présent arrêté.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 11-101-IC RSDE du 25 janvier 2011 susvisé est abrogé.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 14-352-GH du 3 juillet 2014 imposant la constitution de garanties financières susvisé est abrogé, en application de la loi n°2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 16-227-GH du 16 juin 2016 susvisé est abrogé.

### **Article 1.1.3. Localisation et surface occupée par les installations**

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelle (section et n°)	Superficie (m²)
Carentan-les-Marais	AK 131	12 216
	AK 132	1 571
	AK 133	4 451
	AK 134	215
	AK 136	13 463
	AK 140	5 251
	AK 158	61
	AK 160	96
	AK 174	1 403
	AK 175	6 459
	AK 176	147
	AK 178	573
	AK 179	1 072
	<b>Total</b>	<b>46 978</b>

### **Article 1.1.4. Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation**

Les installations respectent les dispositions des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE listées à l'article 1.2. ci-dessous.

### **Article 1.2. Nature des installations**

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Intitulé	Consistance des installations et capacités maximales	Régime*
2530-1a	Verre (fabrication et travail du), la capacité de production des fours de fusion et de ramollissement étant : 1. Pour les verres sodocalciques : a) supérieure à 5 t/j.	<b>Total : 28 t/j</b>	<b>A</b>

Rubrique	Intitulé	Consistance des installations et capacités maximales	Régime*
2531-a	Verre (travail chimique du), le volume maximum de produit de traitement susceptible d'être présent dans l'installation étant : a) supérieure à 150 l.	Sur les lignes argentures.  SCSH : 180 l – Palladium : 35 l – SSL-S3-SG : 1 500 l – SSL-R3-SG : 2 500 l – Dynasytan : 1 000 l – Perchlorure de fer : 1 600 l.  <b>Total : 6 815 l</b>	<b>A</b>
2940-2a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 100 kg/j.	<b>Total : 3 100 kg/j.</b>	<b>E</b>
1978-7	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 7. Laquage en continu, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/an.	MIRAFLEX AT 7668 1220 BY : 0,26 t/an DYNASYLAN HYDROSIL – 1151 : 1,27 t/an SO SILVER CONCENTRAL SSL-S3-SG : 7,81 t/an REDU CONCENTRALE SOL SSL-R3-SG : 7,23 t/an SUPER ACTIVATOR SOLUTI SOL350A : 0,23 t/an XYLENE REGENERE : 12,00 t/an TAF AVEC COMPLEMENT XYLENE : 58,15 t/an ALCOOL ISOPROPYLIQUE : <0,01 t/an XYLENE EN CONTAINER : 16,42 t/an ALCOOL ETHYLIQUE DENATURE 95 % : 0,80 t/an PERCHLORURE DE FER : 5,90 t/an  <b>Total : 110,07 t/an</b>	<b>D</b>
2524	Minéraux naturels ou artificiels tels que le marbre, le granite, l'ardoise, le verre, etc. (atelier de taillage, sciage et polissage de) : La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 400 kW.	Activité de façonnage du verre  <b>Puissance totale : 1 281 kW</b>	<b>D</b>

Rubrique	Intitulé	Consistance des installations et capacités maximales	Régime*
2910-A2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes :</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (1) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.</p>	<p>Bâtiment A : 15 brûleurs de 30 kW – total : 450 kW  Bâtiment B : 79 brûleurs de 30 kW – total : 2 370 kW  2 aérothermes expédition de 70 kW – total : 140 kW  3 aérothermes de 90 kW pour le bâtiment C – total 270 kW  3 ballons d'eau chaude – total : 680 kW  Oxydateur de COV (MEGTEC) : 360 kW</p> <p><b>Total : 4,27 MW</b></p>	D
2925-1	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d').</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (2) étant supérieure à 50 kW.</p>	<p>9 accumulateurs de charge pour chariots élévateurs électriques : 134 Kw  4 accumulateurs de charge pour transpalettes : 4 kW  7 accumulateurs de charge pour gerbeurs : 10 kW  1 accumulateur de charge pour nacelle : 3,8 kW  1 accumulateur de charge pour rétractable : 8 kW</p> <p><b>Total : 159,8 kW</b></p>	D
4331-3	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t.</p>	<p>Quantité H225 : 1,19 t  Quantité H226 : 80,66 t</p> <p><b>Capacité de stockage maximale : 81,85 t.</b></p>	DC

\* A : autorisation – E : enregistrement – D : déclaration – DC : déclaration avec contrôle périodique.

(1) : Quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation par année, moins les composés organiques volatils récupérés en vue de leur réutilisation.

Le plan des installations est présenté en annexe 1 du présent arrêté.

### **Article 1.3. Conformité aux dossiers techniques**

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

### **Article 1.4. Documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté – ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant cinq années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## **ARTICLE 2 – PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR**

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

### **Article 2.1. Conception des installations**

#### ***Article 2.1.1. Dispositions générales***

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à :

- faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;
- réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs...

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

#### **Article 2.1.2. Conduites et installations raccordées / conditions générales de rejet**

Les effluents gazeux respectent les conditions générales de rejet suivantes :

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur (en m)	Diamètre (en m)	Débit nominal (en Nm <sup>3</sup> /h)	Vitesse minimale d'injection (m/s)
1	Cabine argenture / Conduit argenture	5	0,45	2 690	8
2	Cabine argenture / Conduit extraction	7	0,35	3 870	
3	Four / Conduit sortie four	12	0,42	3 150	
4	Ligne Grande Cugher / Conduit brûleur 1	5,5	0,15	483	
5	Ligne Grande Cugher / Conduit brûleur 2	9,5	0,15	409	



N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur (en m)	Diamètre (en m)	Débit nominal (en Nm <sup>3</sup> /h)	Vitesse minimale d'injection (m/s)
6	Ligne Grande Cugher / Conduit sérigraphie	11,5	0,65	13 200	
7	Ligne lanua / Conduit lanua	10,5	0,15	95	
8	Oxydateur / Conduit aval	15	0,71	9 230	
9	Petit convoyeur / Conduit extraction	9	0,65	5 900	

## **Article 2.2. Limitation des rejets**

### ***Article 2.2.1. Dispositions générales***

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les installations et les entrepôts pouvant dégager des émissions d'odeurs sont aménagés autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux diffus ou canalisés dégageant des émissions d'odeurs sont récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz. Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des fumées.

Les produits bruts ou intermédiaires susceptibles d'être à l'origine d'émissions d'odeurs sont entreposés autant que possible dans des conteneurs fermés.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais et ne doit pas comporter d'obstacle à la diffusion des gaz (chapeau chinois...). L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules)

de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère.

En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur, sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

#### **Article 2.2.2. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés**

Sans préjudice des dispositions des arrêtés ministériels des 3 août 2018, 13 décembre 2019 et 12 mai 2020 susvisés, les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et supérieure à une demi-heure.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...). En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

#### **Rejets canalisés hors installations de combustion :**

Paramètre	Concentration (en mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux
Poussières (unités de fusion)	30	/
Poussières (hors unités de fusion)	40	Si flux ≥ 1 000 g/h
	100	Si flux < 1 000 g/h
COVT (Composés organiques volatils totaux)	20	/
Sb + Cr total + Cu + Sn + Mn + V*	5	Si flux ≥ 25 g/h
Plomb (Pb)	1	Si flux ≥ 5 g/h
Cadmium	0,1	Si flux ≥ 10 g/h

\* Antimoine, Chrome total, Cuivre, Étain, Manganèse, Vanadium et leurs composés.

Pour les autres substances réglementées (notamment HCl, HF, COV et substances à phrases de risque, autres substances) dans l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale, l'exploitant réalise sous 12 mois une campagne d'analyse pour justifier de la pertinence du suivi de ces paramètres. Un bilan sera adressé à l'inspection des installations classées à l'issue de la réalisation de cette campagne.

### Rejets canalisés des installations de combustion :

Paramètre	Concentration (en mg/Nm <sup>3</sup> )
Oxydes de soufre (en SO <sub>2</sub> )	0
Oxydes d'azote (en NO <sub>x</sub> )	100
Poussières	5
Monoxyde de carbone	100

### Rejets diffus :

Le flux annuel des émissions diffuses de COV ne doit pas dépasser 10 % de la quantité totale de solvants utilisés dans l'entreprise.

### Solvants :

Si la consommation de solvants est supérieure à une tonne par an, l'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

### **Article 2.2.3. Odeurs**

Les installations pouvant dégager des émissions d'odeurs sont aménagés autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux diffus ou canalisés dégageant des émissions d'odeurs sont récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz. Toutes les dispositions sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des fumées. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surfaces difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage. Les produits bruts ou intermédiaires susceptibles d'être à l'origine d'émissions d'odeurs sont entreposés autant que possible dans des conteneurs fermés.

En cas de nuisances, le préfet peut demander la réalisation d'une étude de dispersion. A partir des rejets de chacune des sources exprimés en débit d'odeur aux conditions normales olfactométriques (à savoir T=20 °C et P=101,3 kPa, en conditions humides), l'exploitant s'assure que la concentration d'odeur, calculée dans un rayon de 3 kilomètres par rapport aux limites de propriété de l'installation, ne dépasse pas 5 uoE/m<sup>3</sup> (unités d'odeur européennes par mètre cube) plus de 175 heures par an (soit une fréquence de 2 %).

La fréquence de dépassement prend en compte les éventuelles durées d'indisponibilité des installations de traitement des composés odorants.

Cette étude de dispersion est réalisée par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées, aux frais de l'exploitant et sous sa responsabilité.

Le mode de calcul utilisé pour l'étude de dispersion doit prendre en compte les conditions aérauliques et thermiques des rejets, ainsi que les conditions locales de dispersion, topographiques et météorologiques.

La liste des sources caractérisées et quantifiées et le choix du modèle de dispersion sont justifiés par l'exploitant. Les méthodologies mises en œuvre sont décrites.

À défaut de la réalisation d'une étude de dispersion, la concentration d'odeur à retenir, quelle que soit la hauteur d'émission, ne doit pas dépasser 1 000 uoE/m<sup>3</sup> par source.

### **Article 2.3. Surveillance des rejets à l'atmosphère**

#### ***Article 2.3.1. Surveillance des émissions atmosphériques canalisées***

Une mesure des concentrations des différents polluants visés par l'article 2.2.2 du présent arrêté est effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Concernant les COVT, une mesure est effectuée au moins tous les ans.

En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

Ces résultats sont reportés par l'exploitant sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées et archivés pendant au moins trois ans.

### **Article 2.4. Dispositions spécifiques**

#### ***Article 2.4.1. Pollutions accidentelles***

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

#### ***Article 2.4.2. Émissions diffuses et envols de poussières***

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, dépoussiéreurs...).

## **ARTICLE 3 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

### **Article 3.1. Prélèvements et consommations d'eau**

#### ***Article 3.1.1. Origine et réglementation des approvisionnements en eau***

Pour les besoins en eau, l'exploitant utilise exclusivement le réseau d'eau potable.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (en m <sup>3</sup> /an)
Réseau d'eau potable	Carentan-les-Marais	140 000

#### ***Article 3.1.2. Protection des réseaux d'eau potable***

Les installations ne doivent, du fait de leur conception ou de leur réalisation, pas être susceptibles de permettre, à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable ou du réseau d'eau potable intérieur par des matières résiduelles ou des eaux nocives ou par toute substance non désirable.

Les canalisations et réservoirs d'eau non potable doivent être entièrement distincts et différenciés des canalisations et réservoirs d'eau potable au moyen de signes distinctifs conformes aux normes applicables.

### **Article 3.2. Conception et gestion des réseaux et points de rejet**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;
- les eaux résiduelles industrielles internes : les eaux de procédé, les eaux de lavages des sols et des machines, les purges des circuits de chauffage / refroidissement / condensation... ;
- les eaux résiduelles après épuration interne : les eaux issues des installations de traitement interne au site avant rejet vers le milieu récepteur ;
- les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur	Nature des effluents	Exutoire du rejet / réseaux	Traitement avant rejet	Localisation du point de rejet (Lambert 93)	Milieu récepteur
N°1	Eaux industrielles résiduelles du bâtiment A	Cours d'eau de la Madeleine, via le réseau communal pluvial	Station d'épuration interne 1	X : 390 311,55 m Y : 6 920 407,28 m	Cours d'eau de la Madeleine
N°2	Eaux industrielles résiduelles du bâtiment B	Cours d'eau de la Madeleine, via le réseau communal pluvial	Station d'épuration interne 2	X : 390 302,47 m Y : 6 920 624,79 m	Cours d'eau de la Madeleine
N°3	Eaux pluviales – rejets 1 à 8	Cours d'eau de la Madeleine, directement ou via le réseau communal pluvial	-	Voir plan en annexe 3	Cours d'eau de la Madeleine

Les points de rejets des eaux pluviales et usées sont cartographiés en annexe 3.

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En outre, l'exploitant s'engage à étudier la possibilité d'implanter un dispositif de décantation pour les rejets d'eaux pluviales (rejet n°3) dans un délai de 12 mois.

### **Article 3.3. Limitation des rejets**

#### ***Article 3.3.1. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets***

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température : 30 °C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

La surveillance de la température et du pH est effectuée en continu.

### Article 3.3.2. Rejets d'eaux industrielles résiduaires

Le débit maximal horaire autorisé est de 20 m<sup>3</sup>/h (soit 480 m<sup>3</sup>/j).

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Rejets pour les bâtiments A et B (rejets n° 1 et 2) :

Paramètre	Code Sandre	Concentration (mg/l)	Flux (g/j)	Fréquence de surveillance
MES	1305	30	14 400	Mensuelle
DBO <sub>5</sub>	1313	30	14 400	
DCO	1314	125	60 000	
Azote Kjeldahl	1319	10	4 800	
Phosphore total	1350	2	960	
Azote global	1551	15	7 200	
Ammonium (NH <sub>4</sub> )	1335	2	960	Trimestrielle
Argent	1368	0,5	240	
Étain	1380	0,2	96	
Fluor	1391	1	480	
Xylène	1780	4	1 920	
Hydrocarbures totaux	7009	1	480	

Rejets spécifiques au bâtiment A (rejet n° 1) :

Paramètre	Code Sandre	Concentration (mg/l)	Flux (g/j)	Fréquence de surveillance
Plomb	1382	0,003	1,44	Trimestrielle

Rejets spécifiques au bâtiment B (rejet n° 2) :

Paramètre	Code Sandre	Concentration (mg/l)	Flux (g/j)	Fréquence de surveillance
Composés organiques halogénés	1106 (AOX) 760 (EOX)	1	480	Trimestrielle
Chrome VI	1371	0,01	4,8	
Zinc	1383	0,01	4,8	
Nickel	1386	0,01	4,8	
Cadmium	1388	0,2	96	
Chrome	1389	0,01	4,8	
Cuivre	1392	0,001	0,48	
Fer	1393	1,5	720	

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite en concentration moyenne journalière.

Pour les autres substances réglementées (notamment Aluminium, Antimoine, Arsenic, Baryum, Bore, Indice Phénol) dans l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale, l'exploitant réalise sous 12 mois une campagne d'analyse pour justifier de la pertinence du suivi de ces paramètres. Un bilan sera adressé à l'inspection des installations classées à l'issue de la réalisation de cette campagne.

#### **Article 3.3.3. Rejets d'eaux pluviales**

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs sont dimensionnés pour traiter les premiers flots d'une pluie décennale.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (point de rejet 3) respectent les concentrations, flux et fréquence de surveillance suivants :

Paramètre	code Sandre	Valeur limite d'émission	Fréquence de surveillance
pH	1302	Compris entre 5,5 et 8,5	Annuelle
Température	1301	< 30 °C	
MES	1305	35 mg/l	
DBO <sub>5</sub>	1313	30 mg/l	
DCO	1314	125 mg/l	
Hydrocarbures	7009	10 mg/l	

#### **Article 3.3.4. Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu**

Le fonctionnement des installations est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 susvisé.

L'exploitant est responsable du dimensionnement de la zone de mélange associée à son ou ses points de rejets.



## **Article 3.4. Surveillance des prélèvements et des rejets**

### **Article 3.4.1. Autosurveillance des rejets aqueux**

L'exploitant réalise l'autosurveillance de ses rejets selon les fréquences minimales fixées par les articles 3.3.1., 3.3.2. et 3.3.3. du présent arrêté.

Les résultats de la surveillance sont transmis par l'exploitant mensuellement, sauf impossibilité technique, par le biais du site internet GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes), et archivés pendant au moins 3 ans.

### **Article 3.4.2. Mesures comparatives**

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder (pour ses rejets d'eaux résiduaires) à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Les procédures normalisées sont définies dans un avis publié au Journal Officiel qui est régulièrement mis à jour.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

## **Article 3.5. Dispositions spécifiques sécheresse**

Les mesures particulières suivantes sont mises en place en cas d'épisode de sécheresse local afin de ne pas limiter l'accès à l'eau potable, en fonction des niveaux de vigilance activés tels que définis par l'arrêté cadre départemental sécheresse en vigueur et rappelés ci-dessous.

<b>Vigilance (niveau 1)</b>	<b>Alerte (niveau 2)</b>	<b>Alerte renforcée (niveau 3)</b>	<b>Crise (niveau 4)</b>
Sensibilisation du personnel de l'établissement aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon les moyens les plus pertinents choisis par l'exploitant.  Réalisation d'un plan d'action permettant de répondre aux différents niveaux de réduction.  Préparation des mesures de réduction pour le niveau suivant.	Arrosage des espaces verts et lavage des véhicules interdits. Report des opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées.		
	Renforcement de la surveillance des équipements concourant au traitement des effluents : les réactifs nécessaires sont en permanence en quantité suffisante, l'arrêt immédiat des rejets en cas de dysfonctionnement du système de traitement reste toujours opérationnel, augmentation possible des fréquences de surveillance pour les paramètres de fréquences supérieures à journalière sur demande de l'inspection des installations classées, vérification du bon fonctionnement des dispositifs de confinement des réseaux.		
	Mise en œuvre du plan d'action permettant de réduire d'au moins 5 % les prélèvements en eau	Mise en œuvre du plan d'action permettant de réduire d'au moins 10 % les prélèvements en eau	Mise en œuvre du plan d'action permettant de réduire d'au moins 25 % les prélèvements en eau
	Préparation du plan d'action permettant de réduire d'au moins 10 % les prélèvements en eau	Préparation du plan d'action permettant de réduire d'au moins 25 % les prélèvements en eau	Le préfet peut réduire pour partie ou en totalité les autorisations d'usage de l'eau
Suivi hebdomadaire des consommations d'eau passées et prévisionnelles, les données recueillies étant tenues à disposition de l'inspection des installations classées			

Selon le niveau de vigilance activé en application de l'arrêté cadre départemental sécheresse, l'exploitant réduit sa consommation\* journalière en eau conformément aux limites suivantes :

Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
/	5 %	10 %	25 %

\* : la consommation est définie dans l'arrêté cadre départemental sécheresse comme le volume le plus pertinent entre :

- le prélèvement du mois ou de la semaine précédent le franchissement du seuil d'alerte ;
- le prélèvement moyen des trois dernières années non-exceptionnelles au même mois ou à la même semaine.

## **ARTICLE 4 – PROTECTION DU CADRE DE VIE**

### **Article 4.1. Limitation des niveaux de bruit**

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe.

#### ***Article 4.1.1. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation***

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
<b>Niveaux limites admissibles de bruit en limite de propriété</b>	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan en annexe 2.

#### ***Article 4.1.2. Valeurs limites d'émergence***

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée sont définies comme suit :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation de l'installation et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...) ;
- les zones constructibles définies par les documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

#### **Article 4.1.3. Vibrations**

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

#### **Article 4.1.4. Tonalités marquées**

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans les tableaux précédents.

#### **Article 4.1.5. Mesures périodiques des niveaux sonores**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée tous les 3 ans à compter de la date de la dernière campagne de mesures des niveaux sonores et d'émergence. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

#### **Article 4.1.6. Véhicules et engins**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

Les machines susceptibles d'incommoder le voisinage par les trépidations sont isolées du sol ou des structures les supportant par des dispositifs antivibratoires efficaces.

#### **Article 4.1.7. Appareils de communication**

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### **Article 4.2. Limitation des émissions lumineuses**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien de ses installations afin de supprimer, sinon réduire, l'impact de l'éclairage sur la consommation d'énergie, sur la préservation de la santé humaine et sur celles des écosystèmes.

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux ;
- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 h.

Lorsque l'utilisation de sources lumineuses ne peut être évitée, elle doit être adaptée aux nécessités réelles. En particulier :

- l'éclairage est assuré par des lampes et luminaires "éco-performants" et la signalisation par des dispositifs rétro réfléchissants, lorsque cela ne remet pas en cause la sécurité des travailleurs. L'utilisation de déflecteurs ("abat-jour") diffusant la lumière vers le bas doit permettre de réduire la lumière émise en direction des zones d'habitat et des intérêts naturels à protéger ;
- des dispositifs d'obturation (stores ou volets) équiperont les ouvertures des locaux devant rester éclairés ;
- s'agissant de la lutte contre la malveillance, préférence sera donnée à l'allumage des sources lumineuses asservi à des minuteries et/ou à des systèmes de détection de présence, ceci afin d'éviter l'éclairage permanent du site.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de l'application de ces prescriptions.

#### **Article 4.3. Efficacité énergétique**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à en assurer la meilleure efficacité énergétique, et notamment par la mise en œuvre de technologies contribuant aux économies d'énergie et à la réduction des émissions des gaz à effet de serre.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique de ses installations. À ce titre, une analyse des consommations mensuelles par poste énergétique (électricité, gaz naturel, fuel domestique, etc.) est réalisée. La consommation est ensuite rapportée à une unité représentative de l'activité de l'établissement, et fait l'objet d'un bilan annuel. Un plan d'actions de réduction est élaboré en fonction des potentialités d'optimisation.

L'exploitant fait réaliser tous les 5 ans par une personne compétente un examen de ses installations et de leur mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui pourraient être mises en œuvre afin d'en accroître l'efficacité énergétique. Cet examen doit, entre autres,

porter sur l'isolation thermique, le chauffage, la réfrigération, la ventilation, l'éclairage et la production des utilités ; eau chaude, vapeur, air comprimé.... Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'Inspection des Installations Classées accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.

#### **Article 4.4. Insertion paysagère**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

### **ARTICLE 5 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

#### **ARTICLE 5.1. – Généralités**

##### ***Article 5.1.1. Principes directeurs***

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. En particulier, les installations d'appareils nécessitant une surveillance ou des contrôles fréquents au cours de leur fonctionnement sont disposées ou aménagées de telle manière que des opérations de surveillance puissent être exécutées aisément et qu'en cas d'accident, le personnel puisse prendre en sécurité les mesures conservatoires permettant de limiter l'ampleur du sinistre.

L'exploitant met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

##### ***Article 5.1.2. Localisation des risques***

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement.

La nature exacte du risque (par exemple atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et au besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Dans les zones définies ci-dessus et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 1er juillet 2015 susvisé.

##### ***Article 5.1.3. Inventaire des substances ou mélanges dangereux dans l'établissement***

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 4412-38 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers

pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.

#### **Article 5.1.4. Propreté de l'installation**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### **Article 5.1.5. Contrôle des accès**

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. En dehors de la présence de personnel les issues sont fermées à clef. L'établissement doit être surveillé en permanence en dehors des heures ouvrées, les week-ends et les jours fériés. Le personnel de gardiennage est familiarisé avec les installations et les risques encourus, et reçoit à cet effet une formation particulière.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie par une grille de 2 m de hauteur.

#### **Article 5.1.6. Circulation dans l'établissement**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

### **Article 5.2. Conception des installations**

#### **Article 5.2.1. Dispositions constructives et comportement au feu**

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Le pétitionnaire s'engage, **sous 12 mois**, à transmettre les moyens de prévention du risque incendie à mettre en œuvre sur le site.

#### **Article 5.2.2. Ventilation des locaux**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers

et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 m au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

### **Article 5.2.3. Installations électriques**

Sans préjudice aux dispositions du code du travail (notamment ses articles R. 4226-14 à R. 4226-21), les installations électriques et le matériel électrique utilisé sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Dans les zones où les atmosphères explosives peuvent apparaître, les installations électriques doivent être constituées de matériels répondant aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 juillet 2003 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter.

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine.

Un contrôle est effectué régulièrement, au minimum une fois par an, par un technicien compétent, appartenant ou non à l'entreprise, qui doit très explicitement mentionner les défauts constatés auxquelles il faut remédier dans les plus brefs délais. Ces vérifications font l'objet d'un rapport qui est tenu en permanence à disposition de l'inspection des installations classées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

La mise à la terre des installations de protection contre la foudre est indépendante de celle des équipements métalliques.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

### **Article 5.2.4. Protection contre l'électricité statique, les courants de circulation et la foudre**

Les installations doivent être efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre. Elles respectent en particulier les dispositions de la section III (dispositions relatives à la protection contre la foudre) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

### **Article 5.2.5. Dispositifs de protection individuelle**

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant aux gaz ou émanations potentiels doivent être mis à disposition du personnel de surveillance ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.

Ces protections individuelles doivent être adaptées aux interventions normales et aux circonstances accidentelles, et elles doivent être accessibles en toutes circonstances.

### **Article 5.2.6. Intervention des services de secours**

#### Accessibilité

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables, ...) pour les moyens d'intervention.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur fonctionnement.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

#### Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 m ;
- la hauteur libre au minimum de 3,5 m et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 m, un rayon intérieur R minimal de 13 m est maintenu et une sur-largeur de  $S = 15/R$  m est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 m au maximum ;
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 m de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie engin.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engins permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 m et une aire de retournement de 20 m de diamètre est prévue à son extrémité.



### **Article 5.3. Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles**

#### **Article 5.3.1. Rétentions et confinement**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou

externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Sur site, la capacité de confinement des eaux d'extinction est de 957 m<sup>3</sup>, répartis sur plusieurs entités (quais de chargement, dépressions topographiques notamment) dont les volumes sont détaillés dans le tableau suivant :

	Bâtiment A	Bâtiment B	Bâtiment C
Volume de rétention (m <sup>3</sup> )	395	339	223

L'exploitant met en œuvre les recommandations de son bureau d'études, **sous 12 mois**, afin mettre en œuvre un système de rétention des eaux d'extinction efficace :

- vidange de la fosse du bâtiment A pour permettre sa mise en rétention ;
- mise en place d'un obturateur au sortir de la canalisation du bâtiment A ;
- mise en place d'un système de collecte des eaux pluviales (par réalisation de bordures et d'avaloirs) sur :
  - la face nord des bâtiments B et C,
  - la face est du bâtiment C,
  - le coin sud-est du bâtiment B.

Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements (vannes de confinement à actionner, pompes de relevage...).

Des panneaux d'information indiquant la position des équipements de confinement sont placés à proximité de ces équipements.

Les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, comptes-rendus des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...).

#### **Article 5.3.2. Réservoirs**

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les égouts véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

#### **Article 5.3.3. Stockage sur les lieux d'emploi**

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

#### **Article 5.3.4. Transport, chargement et déchargement**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, ...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

### **Article 5.4. Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

#### **Article 5.4.1. Consignes de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction de fumer ;
- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 5.3.1. ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours... ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour que lui-même ou un membre du personnel délégué, techniquement compétent en matière de sécurité, puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin en dehors des heures de travail.

#### **Article 5.4.2. Formation à la sécurité**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;

- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci ;
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

### **Article 5.4.3. Travaux**

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Dans les parties de l'installation, notamment celles recensées locaux à risque (article 5.1.2), les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance ;
- la durée de validité ;
- la nature des dangers ;
- le type de matériel pouvant être utilisé ;
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations ;
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite des lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

#### **Article 5.4.4. Moyens de lutte contre l'incendie**

L'établissement doit disposer en toutes circonstances de ressources en eaux suffisantes pour assurer la défense du site contre l'incendie.

Le réseau d'eau d'incendie est maillé et sectionnable, est protégé contre le gel et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture lors d'un sinistre par exemple, puisse être isolée.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

L'exploitant doit s'assurer de la disponibilité opérationnelle permanente de l'ensemble des moyens de protection contre l'incendie.

Ces moyens comprennent *a minima* :

- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 5.1.2. ;
- **quatre poteaux incendie** situés à proximité du site (plan en annexe 4), d'un **débit simultané total de 240 m<sup>3</sup>/h pendant 3 h** sous une pression minimale de 1 bar ;
- RIA, dispositif de détection ;
- des robinets d'incendie armés (RIA) ;
- un dispositif de détection avec report d'alarme à un poste de garde et / ou un numéro de téléphone d'astreinte ;
- des extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionnement efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.

#### **Article 5.4.5. Entretien des moyens d'intervention**

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier auprès des services d'inspection de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'exploitant prend toutes les dispositions appropriées pour s'assurer que les moyens externes peuvent être efficacement mis en œuvre.

#### **Article 5.4.6. Systèmes de détection et d'extinction automatique**

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 5.1.2. en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 6 – PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS**

#### **Article 6.1. Principes de gestion**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions techniques assurant toute sécurité et ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs). En particulier, les entreposages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La quantité de déchets entreposés sur le site doit être aussi réduite que possible.

#### **Article 6.2. Production de déchets, tri, recyclage et valorisation**

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Désignation du déchet	code déchet (1)	Quantité maximale entreposée sur le site (en tonnes)	Mode de gestion (2)
Encre sérigraphie	08 01 11*	3	R13
Tiflex souillé	08 01 11*	1,5	R13
Xylène usagé	08 01 11*	12	R2
Boues de sérigraphie	08 03 14*	2	R13
Boues de polissage dangereux	10 11 13*	1	D5
Boues de silice BIG BAG	10 11 13*	10	D5
Calcin miroir	10 11 99	30	Réutilisation
Calcin souillé	10 11 99	35	Réutilisation

Calcin verre clair	10 11 99	35	Réutilisation
Boues de silice liquide	11 01 11*	30	D9F
Huile de vidange	13 01 13*	1	R13
Emballages plastiques	15 01 10*	1	R3
Emballages plastiques (classe de danger 9)	15 01 10*	1	R3
Emballages souillés	15 01 10*	3	R13
Fûts souillés de laques (classe de danger 3)	15 01 10*	5	R4
Fûts souillés de laques (classe de danger 9)	15 01 10*	5	R4
GRV vides avec résidus de 3	15 01 10*	4,2	R3
Absorbants et matériaux souillés	15 02 02*	5	R13
DASRI (déchet d'activités de soins à risques infectieux)	18 01 03*	0,005	D10
Carton	20 01 01	10	Réutilisation
Bois	20 01 38	10	Réutilisation
DIB (déchet industriel banal)	20 03 01	10	Enfouissement

(1) en référence à la liste de codification de l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

(2) en référence à l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé.

\* déchet considéré comme dangereux.

## **ARTICLE 7 – MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS**

### **Article 71. Publicité**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Carentan-les-Marais et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Carentan-les-Marais pendant une durée minimum d'un mois. Un certificat d'affichage du maire attestera de l'accomplissement de cette formalité ;

3° L'arrêté est publié pendant une durée minimale de quatre mois sur le site internet des services de l'État dans la Manche – [www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis](http://www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis)

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.



## **Article 7.2. Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Caen sis 3, rue Arthur Leduc BP 536 14035 CAEN cedex :

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2°) par un tiers intéressé en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- l'affichage en mairie des dits actes dans les conditions prévues à l'article 7.1 du présent arrêté ;
- la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans la Manche prévue à l'article 7.1 du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux, de notifier son recours au préfet et au bénéficiaire de la décision.

La notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Elle est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

## **Article 7.3. Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le maire de Carentan-les-Marais et le président de la société Aurys Industries sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Saint-Lô, le **16 JUIL. 2025**



Xavier BRUNETIERE



**Annexes à l'arrêté préfectoral n° 25-125-NB**

Société Aurys Industries  
à Carentan-les-Marais

**Annexe 1 :** plans des installations

**Annexe 2 :** points de mesures des émissions sonores

**Annexe 3 :** plan et coordonnées Lambert 93 des points de rejets des eaux pluviales  
et usées

**Annexe 4 :** localisation des poteaux incendie à proximité du site

VU pour être annexé à  
l'arrêté préfectoral du **16 JUIL. 2025**

À Saint-Lô, le **16 JUIL. 2025**



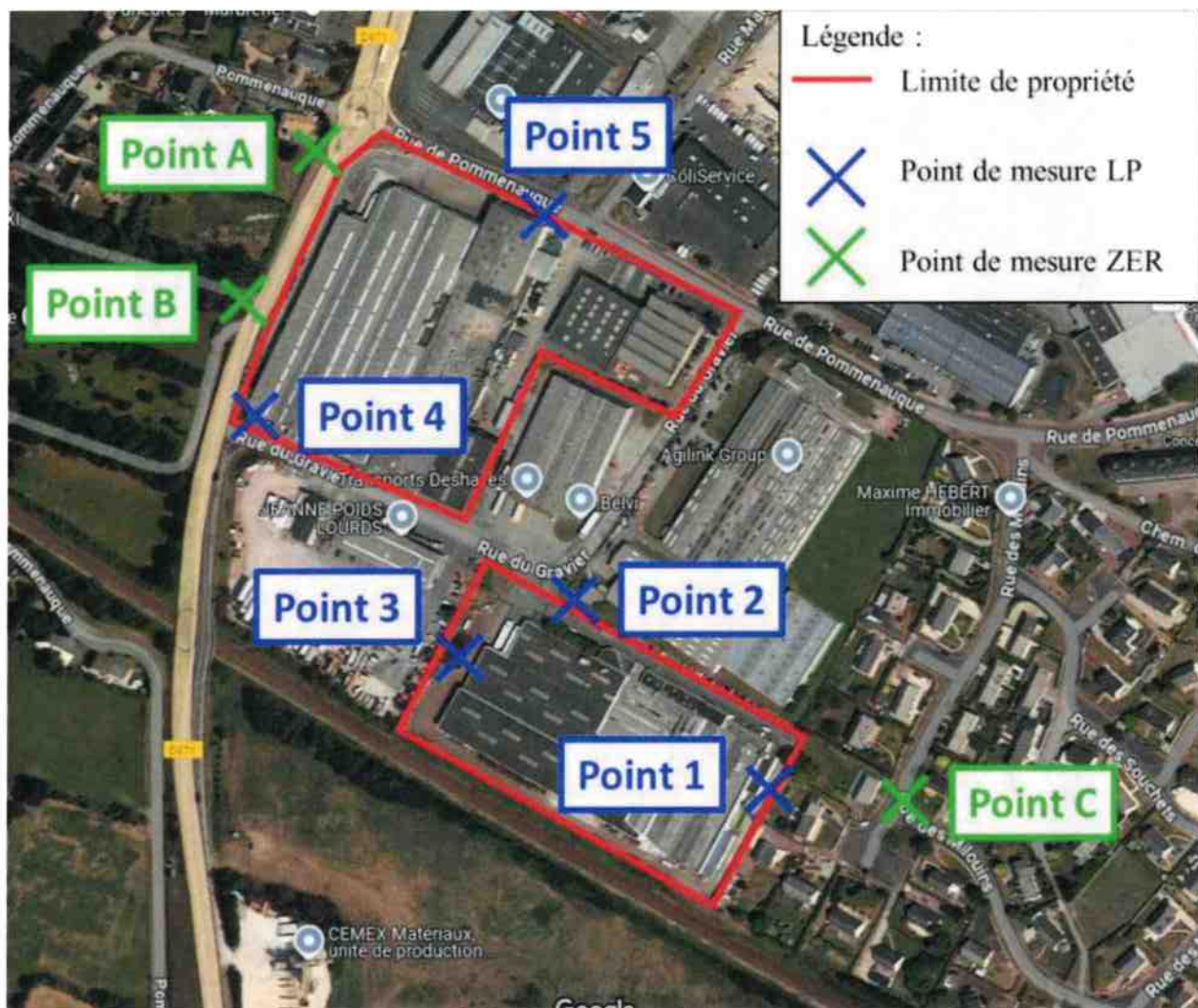
Xavier BRUNETIERE

## Annexe 1 : plans des installations

Localisation du site et de ses abords :



## Annexe 2 : points de mesure des émissions sonores



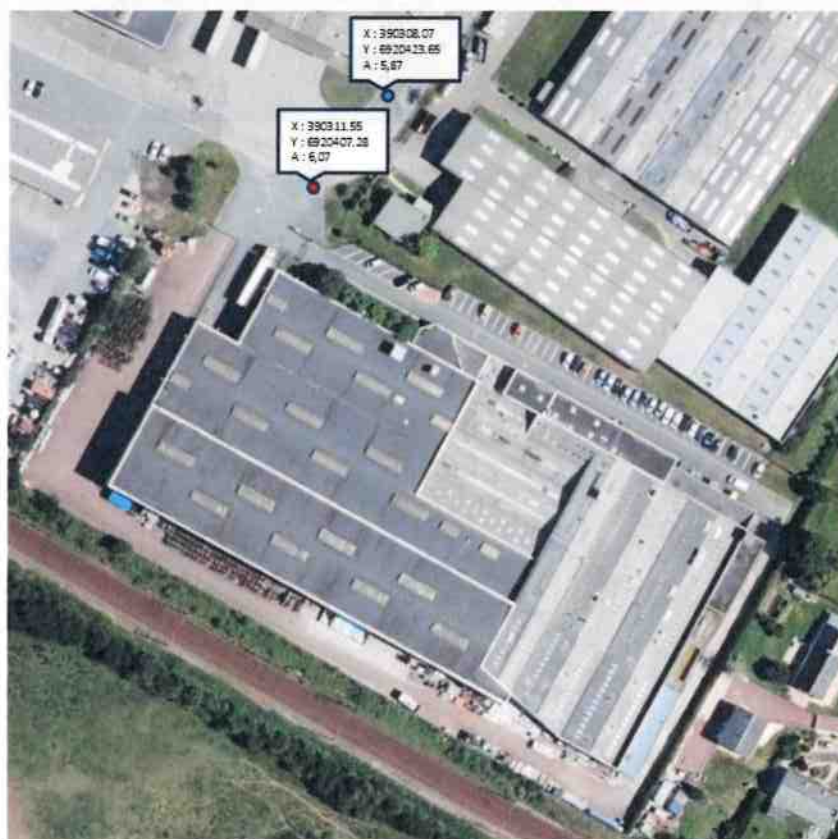
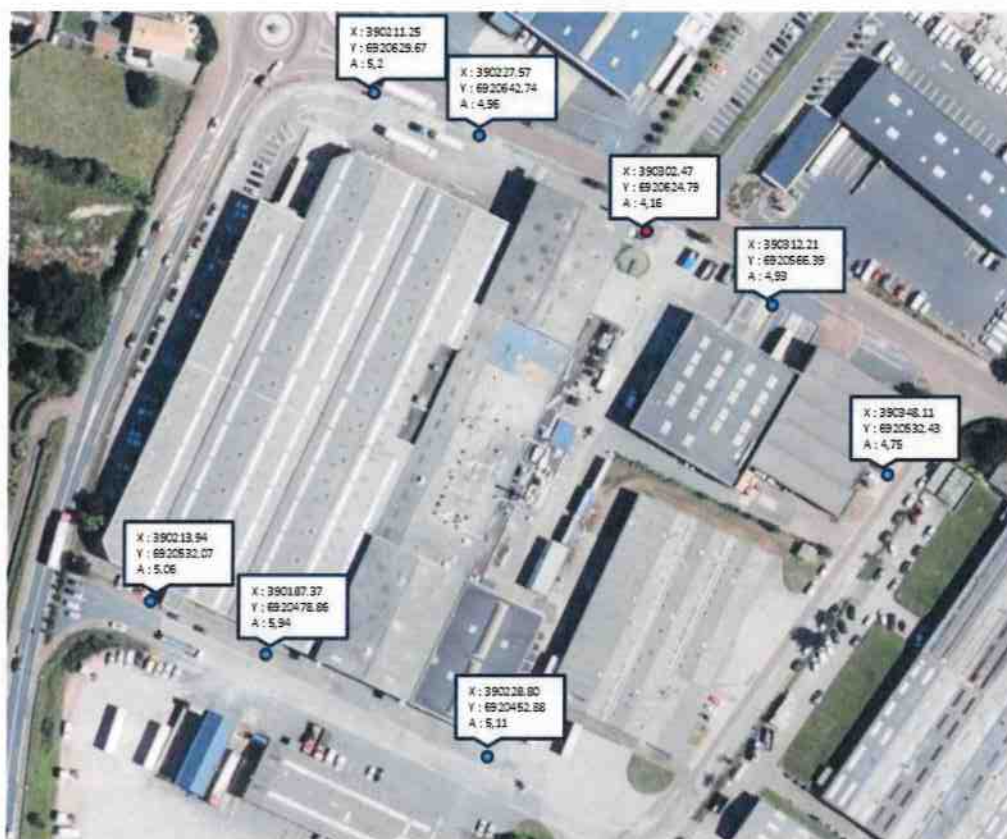
Points 1 – 2 – 3 – 4 – 5 : points en limite de propriété (en bleu).

Points A – B – C : points en zone d'urgence réglementée – ZER (en vert).



### Annexe 3 : plan et coordonnées Lambert 93 des points de rejets des eaux pluviales et usées

En bleu, les rejets d'eaux pluviales, en rouge les rejets d'eaux usées.



#### Annexe 4 : localisation des poteaux incendie à proximité du site



#### Débits individuels et simultanés des poteaux incendie :

Poteau n°	Débit individuel (m³/h)	Débit simultané (m³/h)
65	99	69
66	120	70
67	112	42
68	94	59
Débit total simultané (m³/h)		240